

parce qu'ils le dirigent en fait. Il n'y a pas place pour les bureaucraties occultes et inamovibles qui se constituent sans contrôle sous prétexte que le mouvement n'est pas mûr pour se donner une direction.

Nous avons combattu l'opportunisme politique sur le terrain de la lutte de classe — et nous avons partiellement gagné.

Nous devons aujourd'hui combattre l'opportunisme organisationnel qui sévit dans nos propres rangs.

## RENFORCER LA J.C.R. ORGANISER EN DIVERSIFIANT

En brisant le rituel instauré entre les groupes d'avant-garde, en dépassant les débats stériles et les polémiques détachées de l'action, en organisant même la suspicion et les cabales contre le « chapeautage groupusculaire », le mouvement de mai a placé le débat politique sur son véritable terrain : vérifier dans la pratique les divergences d'orientation.

Mais c'est sous-estimer dangereusement le rôle joué par ces groupes dans le déclenchement de la crise et son approfondissement. Il faut comprendre que les courants politiques qui s'expriment sous la forme d'organisations séparées représentent les composantes essentielles du mouvement ouvrier international. Leur indépendance organisationnelle est le meilleur garant d'un débat politique clarifié pour peu que ces organisations mettent tout en œuvre pour réaliser l'unité à la base, dans l'action. Leur indépendance organisationnelle est partie intégrante du processus de construction d'un parti révolutionnaire.

La J. C. R. pour sa part, ne saurait se dissoudre en l'absence de ce parti : elle demeure, fraction organisée — limitée certes, mais durable — du mouvement ouvrier.

## NOS TACHES

Les tâches qui nous incombent sont claires : contribuer au renforcement de l'avant-garde révolutionnaire en participant à la construction d'un mouvement révolutionnaire. Prendre l'organisation non comme bien, mais comme moyen : renforcer l'avant-garde révolutionnaire en renforçant la J. C. R. — en contribuant à la constitution de groupes communistes révolutionnaires, regroupant sur des bases politiques proches de celles de la J. C. R. les militants adultes travailleurs de toutes catégories décidés à poursuivre notre combat.

La jeunesse communiste révolutionnaire affirme qu'elle ne postule pas la direction monolithique d'un mouvement que ses militants ont contribué à développer, à organiser et à diriger à la mesure de leur force.

Aujourd'hui la J. C. R. appelle tout les militants d'avant-garde à intensifier l'activité des comités d'action. C'est là que tout militant doit à présent faire ses preuves ; de là dépend en effet l'issue des événements. Si, face à la répression sanglante de Flins et de Montbéliard, la grève continue et se politise, si les secteurs ouvriers ramenés à grand peine par la C.G.T. vers les voies parlementaires du P. C. reviennent à l'action directe et reprennent la grève, alors il n'y aura pas d'élections. « L'ordre bourgeois » sera baffoué une nouvelle fois, l'inanité des solutions électorales une fois encore démontrée.

Ne pas laisser confisquer la lutte de classe au profit du bulletin de vote, voilà la tâche de l'heure. Elle est encore de l'ordre du possible.

LUNDI 10 JUIN.

# vive la lutte révolutionnaire des étudiants et des travailleurs



Les barricades de mai 1968 à Paris ont fait justice d'un conte que bourgeois et réformistes avait beaucoup répété et même fini par croire : dans notre société moderne, la révolution est impossible. Pour les réformistes, elle était impossible, théoriquement ; mais pour les bourgeois — qui conservent quand même un sens de classe plus aigu — il fallait aussi qu'elle soit impossible pratiquement : de très larges masses ont appris brusquement, quelquefois à leurs dépens, quels stocks impressionnants de grenades, de flics, de matériel de répression en tous genres avaient été accumulés (mieux vaut prévenir que guérir) pendant la période « calme » précédente. Les Facultés étaient fermées mais c'est un véritable cours sur l'Etat qui fut administré. Donc, en théorie et en pratique, la bourgeoisie était prête : elle avait une direction (et même une direction de rechange) armée et consciente de ses intérêts.

Ce n'était pas le cas de la classe ouvrière. Elle disposait pourtant bien d'une direction. Mais cette direction n'a pas dirigé : elle n'a pas eu l'initiative des luttes, elle n'a pas su leur fixer d'objectif politique autre que des victoires électorales à un référendum ou à des législatives suivant le bon vouloir du régime. Cette direction s'est même flattée de n'avoir jamais appelé à la grève générale. En fait, avant toute chose, elle a seulement cherché à contrôler le mouvement ; pour diriger ces luttes, il aurait fallu au moins être capable d'exprimer les aspirations des

masses qui mettaient en cause le pouvoir, c'est-à-dire avoir un programme révolutionnaire.

## L'OPERATION MENDES

Car la situation était révolutionnaire : ce « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » rituellement évoqué par le P.C.F. lors de ses Congrès était là. Il avait déferlé sur toute la société avec une violence inouïe ; il avait posé non seulement la question du pouvoir politique central, mais aussi la question de tout le pouvoir : et c'est par dizaines de milliers que patrons, directeurs et autres despotes locaux avaient senti leur position vaciller. Des milliers d'individus qui jusque là subissaient passivement l'exploitation et l'oppression capitalistes ont eu le sentiment de s'être libérés ; cette prise de conscience s'est faite à tous les niveaux de la vie sociale et sur une échelle peut-être unique dans l'histoire. D'ores et déjà, il est certain qu'il y a là un phénomène en profondeur qui marquera le caractère des prochaines luttes, indépendamment des périodes de flux et de reflux qu'elles connaîtront.

D'un point de vue économique et financier, la situation du capitalisme français n'était pas catastrophique. Il y avait donc la place pour une solution bourgeoise de rechange permettant de sauver l'essentiel : le capitalisme monopoliste d'Etat, en échange de quelques réformes de structure. Tel est le sens global de l'opération Mendès-France qui n'est pas du tout une variante réformiste classique. Mendès — quand il est au pouvoir — se fait du Parlement une idée certainement plus réaliste qu'un Mollet ou un Defferre, sans parler d'un Waldeck. De plus, à cause de la position ultra capitulaire du P.C.F., le champ était largement libre à sa gauche. La manœuvre de grande ampleur tentée par Mendès était d'utiliser, au profit de cette restructuration capitaliste, l'élan d'une partie du mouvement révolutionnaire qui s'était placée à la gauche du P.C.F. (1) Ensuite, bien sûr, on aurait discuté avec le P.C., mais un P.C. coincé sur sa gauche et sur sa droite.

L'opération a provisoirement échoué. Essentiellement parce qu'elle a semblé aléatoire à une bonne partie de la bourgeoisie